

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3119

[2006/202605]

**22 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au transfert de droits au paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) 489/2006 de la Commission du 24 mars 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 2006, les agriculteurs peuvent transférer des droits au paiement unique en vertu de l'article 12, paragraphe 4, du Règlement (CE) n° 795/2004;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les conditions de ces transferts de droits entre les agriculteurs;

Considérant qu'un des principes clés qui a présidé à la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de 2003 est que les droits au paiement unique attribués aux agriculteurs exploitant une terre pendant une période de référence sont calculés indépendamment et en dehors de toutes considérations par rapport au droit de propriété que ces agriculteurs détiennent sur la terre qu'ils exploitent pendant cette période de référence; les qualités de propriétaire ou de locataires n'interviennent donc pas pour l'attribution des droits au paiement unique;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement la conformité des transferts de droits, vérifier le cas échéant la réalité des transferts d'exploitations;

Considérant que dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que, dans le cadre des demandes de transferts de droits au paiement unique, la preuve de l'existence d'un bail peut être fournie par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris et que, de ce fait, l'occupation des terres telle que déclarée par les agriculteurs cédants dans leur déclaration de superficie, au moins deux années sur les trois années précédant un transfert de tout ou partie des terres de l'exploitation, constitue une présomption de l'occupation préalable de ces terres par l'agriculteur cédant concerné;

Considérant, d'une part, que les déclarations de superficie sont à disposition de l'administration, que, d'autre part, lorsqu'il y a eu transfert de terres, les intéressés déclarent que les parcelles de terres concernées ont fait l'objet de la déclaration de superficie de l'agriculteur cédant lors d'au moins deux années sur les trois précédant ce transfert, et que de la sorte cette condition est vérifiable par l'administration;

Considérant la nécessité de retenir un système simple de transferts de droits au paiement unique et de disposer, au moins durant la première année d'application de ces transferts, de la souplesse et de la flexibilité nécessaire pour permettre au système de s'adapter aux réalités du terrain;

Considérant que, lors de sa séance du 22 décembre 2005, le Gouvernement a approuvé pour l'année 2006 que le transfert de droits au paiement unique se ferait de gré à gré et sans prélèvement;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté établit les modalités d'application des transferts de droits au paiement unique, ci-après dénommés "droits", transferts visés à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Art. 2. Outre les définitions existantes du Règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 du Conseil et des Règlements (CE) n° 795/2004 et 796/2004 du 21 avril 2004 de la Commission, on entend pour l'application du présent arrêté par :

1° "héritage" : héritage réglé par le droit héréditaire;

2° "héritage anticipé" : reprise ou continuation d'exploitation dans le cadre d'une famille jusqu'au troisième degré, d'un mariage ou d'une déclaration de cohabitation légale ou par donation entre vifs ou encore par constitution ou dissolution d'un groupement de producteurs laitiers tel que défini par l'article 1^{er}, point 6^o, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

3° "numéro d'unité de production" : le numéro unique que l'administration utilise pour identifier l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires à l'agriculteur en vue de l'exercice d'une ou plusieurs activités agricoles;

4° "numéro de producteur" : le numéro unique que l'administration utilise pour identifier l'agriculteur;

5° "transfert temporaire de droit" : la mise à bail de droit telle que visée à l'article 46, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 2, points h) et i), du Règlement (CE) n° 795/2004;

6° "transfert définitif de droit" : la vente de droit telle que visée à l'article 46, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article l'article 2, points g) et i), du règlement (CE) n° 795/2004;

7° "numéro du droit" : un numéro unique attribué par l'administration et lié à chaque droit, qui permet d'identifier ce droit au paiement;

8° "droits au paiement grevés d'une interdiction de transfert" : les droits établis en utilisant la réserve nationale conformément à l'article 42 du Règlement (CE) 1782/2003 et les droits calculés pour les agriculteurs qui commencent une activité agricole au cours de la période de référence, conformément à l'article 37, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

9° "équivalent de superficie" : la superficie (en ha) qu'un agriculteur doit déclarer dans sa demande unique pour être éligible au paiement intégral du droit au paiement en question;

10° "droit entier" : droit qui a un équivalent de superficie égal à 1,00.

11° "droit fractionné" : droit qui a un équivalent de superficie inférieur à 1,00.

12° "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette administration dispose d'une administration centrale, sise chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur et de Directions des Services extérieurs;

13° "Ministre" : Le Ministre de l'Agriculture.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales concernant les transferts de droits*

Art. 3. Sauf dispositions contraires, les mêmes conditions s'appliquent aux transferts de droits ordinaires, de droits jachères et de droits spéciaux tels que définis à l'article 1^{er}, points 12° à 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Art. 4. § 1^{er}. Les droits au paiement grevés d'une interdiction de transfert ne peuvent pas être transférés pendant une période de cinq ans à partir de leur attribution.

§ 2. Toutefois, au cours de la période visée au § 1^{er}, les droits peuvent être transférés dans les cas d'héritage ou héritage anticipé. Sauf en cas de constitution ou de dissolution d'un groupement de producteurs laitiers, une copie de l'acte de notoriété doit être jointe au formulaire de transfert. Les obligations visées au § 1^{er} relatives à l'agriculteur initial sont poursuivies par l'agriculteur preneur.

Les cas de changement de statut ou de dénomination visés par l'article 14 du Règlement (CE) n° 795/2004 ne sont pas considérés comme des transferts de droits. En ce cas, les obligations visées au § 1^{er} relatives à l'agriculteur initial sont poursuivies par l'agriculteur preneur.

Art. 5. § 1^{er}. Les demandes de transferts de droits sont notifiées à l'administration au moyen de formulaires standards visés aux articles 9, 11 et 12. Ceux-ci peuvent être obtenus auprès des Directions des Services extérieurs de l'administration.

Le transfert de droits doit être postérieur à ladite demande.

L'agriculteur cédant et le preneur des droits signent pour accord le formulaire de transfert de droits. En cas de personne morale, la signature de chacun des gérants est obligatoire. En cas de groupement de personnes physiques, la signature de toutes les personnes membres du groupement est obligatoire.

§ 2. L'agriculteur cédant joint au formulaire de transfert de droits une copie du relevé le plus récent des droits définitifs dont il est le détenteur. Ce relevé doit indiquer les droits que le cédant souhaite vendre ou louer à titre respectivement définitif ou temporaire.

Un droit ne peut être transféré à titre définitif ou temporaire que si l'agriculteur cédant en est le détenteur et le titulaire au moment de l'introduction du formulaire de transfert, sauf exception prévue par l'article 24, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 795/2004.

§ 3. Si un cédant désire transférer des droits simultanément à plusieurs preneurs, il doit remplir et signer pour chacun desdits transferts un formulaire distinct.

Art. 6. § 1^{er}. Le transfert de droit est autorisé à partir du 1^{er} janvier 2006.

§ 2. Chaque transfert de droit, définitif ou temporaire, produit ses effets à la date communiquée par l'administration et au plus tard six semaines après la date d'introduction du formulaire de transfert auprès de l'administration, la date du cachet de la poste ou la date de réception par l'administration faisant foi. Le transfert devient effectif à partir de cette date de prise d'effet et l'agriculteur preneur devient détenteur du droit, sauf si le dossier de transfert est incomplet ou incohérent ou si l'administration a des objections quant à ce transfert, et en informe le cédant avant le terme des six semaines visées ci-dessus.

Toutefois, le cédant peut, dans sa demande de transferts de droits, signaler pour ce transfert une date postérieure à la limite des six semaines ou, éventuellement, postérieure à la date limite d'introduction de la demande d'aides visée à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 la plus proche qui suit l'introduction de ladite demande de transfert des droits. En ce cas, la date de transfert effectif des droits ne peut dépasser de dix mois la date d'introduction de la demande de transfert.

§ 3. Pour pouvoir bénéficier du paiement lié à un droit donné, l'agriculteur doit être le détenteur de ce droit au plus tard à la date limite d'introduction de la demande d'aides visée à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, sauf exception prévue par l'article 24, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 795/2004.

Si une demande de transfert de droits est introduite durant la période de six semaines précédant la date limite d'introduction de la demande d'aides visée à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, les droits concernés par ce transfert ne seront éligibles pour le preneur de ces droits, au bénéfice de l'aide au paiement unique, qu'à partir de l'introduction de la demande d'aides relative à l'année suivante, sauf si l'administration a communiqué au demandeur une date de prise d'effet qui précède la date limite d'introduction de la demande d'aides relative à l'année en cours.

Art. 7. Les droits peuvent uniquement être repris par des agriculteurs qui, lors de l'introduction du formulaire de transfert des droits, sont enregistrés dans le fichier d'identification de l'administration et qui disposent d'un numéro de producteur.

Art. 8. Le preneur d'un droit ne peut transférer ce droit, définitivement ou temporairement, que s'il en est titulaire, sans préjudice de l'application de l'article 44 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

CHAPITRE III. — *Transfert définitif de droits sans terre*

Art. 9. § 1^{er}. Le cédant ne peut transférer définitivement des droits sans terre que dans la mesure où il a utilisé au sens de l'article 44 du Règlement (CE) n° 1782/2003, pendant au moins une année civile, au moins 80 % de tous ses droits alloués durant l'année civile 2005. Toutefois, les droits qui ont été transférés à titre définitif avec des terres ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Si l'agriculteur n'a pas utilisé 80 % de tous ses droits alloués durant l'année civile 2005, il peut transférer définitivement sans terre les droits qu'il a utilisés, à la condition qu'il cède volontairement à la réserve tous les droits qu'il n'a pas utilisés au cours de l'année civile 2005.

§ 2. Une demande de transfert définitif de droits sans terre est introduite à l'aide du formulaire standard "Transfert définitif de droits au paiement unique sans terre", dûment complété et signé.

§ 3. En cas de transfert définitif sans terre, les droits entiers détenus par le cédant ne peuvent pas être fractionnés. Par contre, les droits fractionnés qu'il détient déjà, suite à l'attribution initiale des droits ou à un transfert définitif de droits avec vente simultanée de terres, peuvent également être transférés sans vente simultanée de terres.

§ 4. En cas de décès de l'agriculteur cédant, les héritiers signent pour accord le formulaire de demande pour le transfert définitif des droits sans terre. Une copie de l'acte de notoriété est jointe à ce formulaire.

Art. 10. Le caractère spécial d'un droit spécial transféré est conservé. L'agriculteur preneur ne peut demander la dérogation d'activation prévue pour ce type de droit que si tous les droits spéciaux du cédant considéré sont transférés. Si, avant le transfert, le preneur disposait déjà de droits spéciaux, l'activité agricole à respecter est égale à la somme des niveaux d'activité initiale exprimée en unités de gros bétail.

CHAPITRE IV. — *Transfert définitif de droits avec terres*

Art. 11. § 1^{er}. Le transfert définitif de droits avec terres s'entend avec la vente simultanée de terres agricoles dans le cas où l'agriculteur cédant est à la fois titulaire et détenteur des droits et propriétaire des terres.

L'acte notarié de vente des terres est soumis à l'administration. Il doit avoir été établi antérieurement à la date d'introduction du formulaire de transfert définitif des droits avec terres et au plus tôt le 1^{er} novembre de l'année qui précède de deux ans l'année civile relative à la première demande d'aides touchant ces droits par le preneur considéré.

L'entrée en jouissance des terres considérées a lieu au plus tard le 1^{er} novembre qui précède l'année civile relative à la première demande d'aides touchant ces droits par le preneur considéré et au plus tôt le 1^{er} novembre de l'année qui précède de deux ans l'année civile relative à la première demande d'aides touchant ces droits par le preneur considéré.

La somme des équivalents de superficie de tous les droits transférés est au maximum égale au nombre d'hectares vendus. Le nombre d'hectares vendus est égal à la somme de toutes les superficies cadastrales telles que mentionnées dans l'acte notarié de vente.

§ 2. Cette demande se fait à l'aide du formulaire standard "Transfert définitif de droits au paiement unique avec terres", dûment complété et signé.

§ 3. Des droits entiers ou des droits fractionnés qui existaient déjà lors de l'attribution initiale des droits, peuvent, en cas de transfert définitif avec terres, être fractionnés proportionnellement à la fraction d'hectare vendue. Les droits fractionnés doivent être transférés en premier lieu ou fractionnés davantage avant qu'un droit entier ne puisse être transféré ou fractionné.

§ 4. En cas de décès de l'agriculteur cédant, les héritiers signent pour accord le formulaire de demande pour le transfert définitif des droits avec terres. Une copie de l'acte de notoriété est jointe à ce formulaire.

CHAPITRE V. — *Transfert temporaire de droits avec mise à bail simultanée de terres*

Art. 12. § 1^{er}. Le transfert temporaire de droits s'accompagne toujours d'un transfert d'un nombre au moins équivalent d'hectares admissibles au bénéfice de l'aide, au sens de l'article 44, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003. L'agriculteur cédant temporairement les droits doit être titulaire et détenteur de ceux-ci. Seuls sont admissibles les transferts temporaires de droits accompagnés par des transferts de terres eux-mêmes justifiés par un bail à ferme notarié établi entre l'agriculteur cédant temporairement les droits qui est le bailleur des terres et l'agriculteur preneur temporaire de ces droits, preneur à bail desdites terres.

Les conventions dont l'objet implique une durée d'occupation inférieure à un an, tels les baux saisonniers de terres et les contrats de culture, ainsi que les échanges portant sur la culture, ne sont pas admissibles pour justifier des transferts temporaires de droits.

En cas de transfert temporaire de droits avec mise à bail simultanée de terres, la somme des équivalents de superficie de tous les droits transférés peut au maximum être égale au nombre d'hectares mis à bail. La superficie précise des terres mises à bail, exprimée en hectares ou en ares, doit être mentionnée dans le bail relatif aux terres.

Le bail concernant les terres mentionne la date d'expiration du bail. Le transfert temporaire de droits est valable pour toute la durée du bail à ferme et prend fin à cette date. Si le titulaire des droits, bailleur des terres, et le preneur, détenteur temporaire des droits, souhaitent, de commun accord, mettre fin anticipativement au transfert temporaire des droits, ils peuvent le signaler à l'administration par lettre recommandée signée par les deux parties. Le transfert temporaire des droits est alors interrompu pour autant que la date d'interruption soit au plus tard le 1^{er} novembre de l'année qui précède celle de l'année de la première demande d'aides relative aux droits à considérer.

Si des irrégularités sont constatées quant à la mise ou la prise à bail de terres considérées, le transfert temporaire des droits est réputé comme n'ayant jamais existé à partir de la date de la demande du transfert temporaire. Tous les montants indûment versés depuis cette date doivent être remboursés et seront recouverts.

§ 2. Une demande de transfert temporaire de droits avec mise à bail simultanée de terres se fait à l'aide du formulaire standard "Transfert temporaire de droits au paiement unique avec terres", dûment complété et signé. La demande doit être accompagnée de la copie du bail.

§ 3. La sous-location de droits n'est pas autorisée.

§ 4. Le transfert temporaire de droits spéciaux n'est pas autorisé.

§ 5. Des droits entiers ou des droits fractionnés qui existaient déjà lors de l'attribution initiale des droits, peuvent, en cas de transfert temporaire avec terres, être fractionnés proportionnellement à la fraction d'hectare mise à bail. Les droits fractionnés doivent être transférés en premier lieu ou fractionnés davantage avant qu'un droit entier ne puisse être transféré ou fractionné.

§ 6. En cas de décès de l'agriculteur qui était le titulaire et détenteur des droits et propriétaire des terres, les héritiers signent pour accord le formulaire visé au § 2. Une copie de l'acte de notoriété est jointe au formulaire de demande de transfert temporaire.

CHAPITRE VI. — *Réductions pour la réserve en cas de transferts de droits et délimitation régionale*

Art. 13. Conformément à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, il est prélevé sur toute demande introduite à partir du 1^{er} janvier d'une année civile donnée un pourcentage de 0 % au bénéfice de la réserve sur la valeur du nombre de droits lors de leur transfert.

Par année civile et selon le type de transfert, le Ministre peut déterminer un autre pourcentage.

Art. 14. En application de l'article 46 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et de l'article 26, § 2, du Règlement (CE) n° 795/2004, les droits ne peuvent être transférés ou utilisés qu'au sein d'une seule et même zone, sauf en cas de transfert par héritage ou héritage anticipé.

Les agriculteurs dont une partie de l'exploitation est située en dehors de la zone Sud, sont régis conformément à l'article 26, § 2, alinéa 3, du Règlement (CE) n° 795/2004.

Les droits pour lesquels la zone n'est pas encore déterminée peuvent être transférés et reçoivent une détermination de la zone selon la première utilisation dans l'une ou l'autre zone.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales*

Art. 15. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

En outre, des infractions aux dispositions légales en vigueur peuvent mener au retrait de primes, conformément au Règlement (CE) n° 796/2004.

Art. 16. Sous peine de forclusion ou de nullité, tout recours contre une décision prise en application du présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'administration, dans le mois qui suit la communication de la décision.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Art. 18. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

N. 2006 — 3119

[2006/202605]

**22. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1 1^o, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 489/2006 der Kommission vom 24. März 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58 § 1, 64 § 1, und 70 § 1 Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 12. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rates und der Kommission unverzüglich nach zu kommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte ab dem 1. Januar 2006 Ansprüche auf die Betriebsprämien aufgrund von Artikel 12 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 übertragen können;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Bedingungen für diese Übertragungen von Ansprüchen zwischen den Landwirten zu bestimmen;

In der Erwägung, dass einer der wichtigsten Grundsätze, der die Reform der gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) 2003 geleitet hat, ist, dass die Ansprüche auf die Betriebsprämien, die den Landwirten, die Ländereien im Laufe eines Referenzzeitraums bewirtschaften, gewährt sind, ungeachtet und außerhalb aller Erwägungen im Verhältnis zu dem Eigentumsrecht, das diese Landwirte auf die Ländereien haben, die sie im Laufe dieses Referenzzeitraums bewirtschaften, berechnet werden; die Eigenschaft als Eigentümer oder Pächter wird also nicht für die Gewährung der Ansprüche auf die Betriebsprämien nicht in Betracht genommen;

In der Erwägung, dass, die Verwaltung um die Konformität der Übertragung von Ansprüchen wirkungsvoll zu kontrollieren ggf. die Wirklichkeit der Übertragungen von Betrieben überprüfen muss;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung, die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass, im Rahmen der Anträge auf Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämien der Beweis des Bestehens eines Pachtvertrags mit allen Rechtsmitteln, einschließlich durch Zeugen und Vermutungen, erbracht werden kann und dass infolgedessen die Nutzung der Ländereien, wie sie durch die überlassenden Landwirte in ihrer Flächenerklärung mindestens zwei Jahre von den drei Jahren vor der Übertragung der gesamten Ländereien des Betriebs oder eines Teils davon erklärt worden ist, eine Vermutung der vorherigen Nutzung dieser Ländereien durch den betroffenen überlassenden Landwirt darstellt;

In der Erwägung einerseits, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und andererseits, dass, wenn Ländereien übertragen worden sind, die Betroffenen erklären, dass die betreffenden Parzellen Gegenstand einer Flächenerklärung des überlassenden Landwirts mindestens zwei Jahre von den drei Jahren vor dieser Übertragung geworden sind, und dass diese Bedingung durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden kann;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein einfaches System für die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie auszuarbeiten und mindestens während des ersten Anwendungsjahres dieser Übertragung über die notwendige Flexibilität zu verfügen, damit das System an die örtliche Gegebenheiten angepasst werden kann;

In der Erwägung, dass die Regierung auf ihrer Sitzung vom 22. Dezember 2005 für 2006 beschlossen hat, dass die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie freihändig und ohne Erhebung erfolgen wird;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass legt die Durchführungsbestimmungen der Übertragungen der nachstehend "Ansprüche" genannten Ansprüche auf die Betriebsprämie fest; diese Übertragungen werden in Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik angeführt.

Art. 2 - Zusätzlich zu den in der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vom 29. September 2003 des Rates und in den Verordnungen (EG) Nr. 795/2004 und 796/2004 vom 21. April 2004 der Kommission bestehenden Definitionen gelten für die Anwendung des vorliegenden Erlasses folgende Definitionen:

1° "Vererbung": durch das Erbrecht geregelte Erbschaft;

2° "vorweggenommene Erbfolge": Übernahme oder Weiterführung eines Betriebs im Rahmen einer Familie bis zum dritten Grad, einer Eheschließung oder einer Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen oder durch Schenkung unter Lebenden oder auch durch Gründung oder Auflösung der Milcherzeugergemeinschaft, wie sie in Artikel 1 Punkt 6°, *b* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Erhebung einer Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse definiert ist;

3° "Nummer der Produktionseinheit": die einzige Nummer, die die Verwaltung verwendet, um alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit benötigt, zu identifizieren;

4° "Erzeugernummer": die einzige Nummer, die die Verwaltung verwendet, um den Landwirt zu identifizieren;

5° "zeitweilige Übertragung von Zahlungsansprüchen": die Verpachtung von Zahlungsansprüchen, wie sie in Artikel 46 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 2 Punkt *h*) und *i*) der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 erwähnt ist;

6° "endgültige Übertragung von Zahlungsansprüchen": der Verkauf von Zahlungsansprüchen, wie er in Artikel 46 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 2 Punkt *g*) und *i*) der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 erwähnt ist;

7° "Nummer des Zahlungsanspruchs": eine einzige Nummer, die durch die Verwaltung zugeteilt wird und an jeden Anspruch gebunden ist, durch die dieser Zahlungsanspruch identifiziert werden kann;

8° "mit einem Übertragungsverbot belastete Zahlungsansprüche": die Ansprüche, die gemäß Artikel 42 der Verordnung (EG) 1782/2003 anhand der nationalen Reserve festgelegt werden und die Ansprüche, die für Landwirte, die gemäß Artikel 37 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 im Referenzzeitraum eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen, berechnet werden;

9° "Flächenäquivalent": die Fläche (in ha), die ein Landwirt in seinem einmaligen Antrag erklären muss, um Anspruch auf die vollständige Zahlung des betroffenen Zahlungsanspruchs erheben zu können;

10° "Vollanspruch": Anspruch, dessen Flächenäquivalent 1,00 entspricht.

11° "Teilanspruch": Anspruch, dessen Flächenäquivalent unter 1,00 liegt.

12° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Verwaltung verfügt über eine Zentralverwaltung an folgender Anschrift: chaussée de Louvain 14 in 5000 Namur sowie über Direktionen der Außendienststellen;

13° "Minister": der Minister der Landwirtschaft.

KAPITEL II — Allgemeine Bestimmungen über die Übertragungen von Ansprüchen

Art. 3 - Sofern keine andere anders lautende Bestimmung besteht, finden die gleichen Bedingungen Anwendung auf die normalen Ansprüche, die Stilllegungsansprüche und die besonderen Zahlungsansprüche, wie sie in Artikel 1 Punkte 12° bis 14° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik bestimmt sind.

Art. 4 - § 1 - Die mit einem Übertragungsverbot belasteten Zahlungsansprüche dürfen im Laufe eines fünfjährigen Zeitraums ab ihrer Zuweisung nicht übertragen werden.

§ 2 - Im Laufe des in § 1 erwähnten Zeitraums dürfen jedoch die Ansprüche bei einer Vererbung oder einer vorweggenommenen Erbfolge übertragen werden. Außer bei der Gründung oder Auflösung einer Milcherzeugergemeinschaft muss dem Übertragungsf formular eine Abschrift der Offenkundigkeitsurkunde beigelegt werden. Die in § 1 erwähnten Verpflichtungen betreffend den ursprünglichen Landwirt sind vom übernehmenden Landwirt weiter zu erfüllen.

Die in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 erwähnten Fälle der Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung werden nicht als Übertragungen von Ansprüchen betrachtet. In diesem Fall werden die in § 1 erwähnten Verpflichtungen des ursprünglichen Landwirts vom übernehmenden Landwirt weiter erfüllt.

Art. 5 - § 1 - Die Anträge auf Übertragungen von Ansprüchen werden der Verwaltung anhand von in den Artikeln 9, 11 und 12 erwähnten Standardformularen eingereicht. Diese sind erhältlich bei den Direktionen der Außendienststellen der Verwaltung.

Die Übertragung von Ansprüchen muss nach dem besagten Antrag stattfinden.

Der überlassende Landwirt und der Übernehmer der Ansprüche unterzeichnen das Formular zur Übertragung von Ansprüchen und erklären somit ihr Einverständnis. Bei juristischen Personen ist die Unterzeichnung durch alle Verwalter Pflicht. Bei einer Gruppierung von juristischen Personen ist die Unterzeichnung der gesamten betreffenden Mitglieder Pflicht.

§ 2 - Der überlassende Landwirt fügt dem Formular zur Übertragung von Ansprüchen eine Abschrift des neuesten Verzeichnisses der endgültigen Ansprüche, deren Inhaber er ist, bei. Dieses Verzeichnis muss die Ansprüche angeben, die der Überlasser endgültig bzw. zeitweilig verkaufen oder verpachten möchte.

Ein Anspruch darf nur endgültig oder zeitweilig übertragen werden, wenn der überlassende Landwirt zum Zeitpunkt der Einreichung des Formulars zur Übertragung der Besitzer und der Inhaber dieses Anspruchs ist, vorbehaltlich der in Artikel 24, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 vorgesehene Ausnahme.

§ 3 - Wenn ein Überlasser mehreren Übernehmern Ansprüche gleichzeitig übertragen möchte, muss er für jede der besagten Übertragungen ein getrenntes Formular ausfüllen und unterzeichnen.

Art. 6 - § 1 - Die Übertragung von Ansprüchen ist ab dem 1. Januar 2006 erlaubt.

§ 2 - Jede endgültige oder zeitweilige Übertragung von Ansprüchen wird am durch die Verwaltung mitgeteilten Datum und spätestens sechs Wochen nach dem Datum der Einreichung des Übertragungsformulars bei der Verwaltung wirksam. Das Datum des Poststempels oder das Datum des Empfangs durch die Verwaltung ist maßgebend. Die Übertragung wird ab diesem Datum des Wirksamwerdens effektiv und der Landwirt wird Inhaber des Anspruchs, außer wenn die Übertragungsakte unvollständig oder inkohärent ist oder wenn die Verwaltung Einwände gegen diese Übertragung erhebt und den Überlasser vor der oben erwähnten Frist von sechs Wochen darüber informiert.

Der Überlasser kann jedoch in seinem Antrag auf Übertragungen von Ansprüchen für diese Übertragung ein Datum angeben, das nach der Frist von sechs Wochen oder ggf. nach dem naheliegendsten äußersten Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfen liegt, welches in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnt ist und das auf die Einreichung des besagten Antrags auf Übertragung der Ansprüche folgt. In diesem Fall darf das Datum der effektiven Übertragung von Ansprüchen das Datum der Einreichung des Antrags auf Übertragung nicht um mehr als zehn Monate überschreiten.

§ 3 - Um in den Genuss der mit einem gegebenen Anspruch verbundenen Zahlung zu gelangen, muss der Landwirt spätestens am Datum der Einreichung des in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnten Antrags auf Beihilfen Inhaber dieses Anspruchs sein, vorbehaltlich der in Artikel 24 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 vorgesehenen Ausnahme.

Wenn ein Antrag auf Übertragung von Ansprüchen im Laufe des Zeitraums von sechs Wochen vor der Frist für die Einreichung des in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnten Antrags auf Beihilfen eingereicht wird, geben die von dieser Übertragung betroffenen Ansprüche ihrem Übernehmer erst Anrecht auf die Betriebsprämienregelung ab der Einreichung des Antrags auf Beihilfen für das folgende Jahr, außer wenn die Verwaltung dem Antragsteller ein Datum des Wirksamwerdens, das vor dem äußerstem Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfen für das laufende Jahr liegt, mitteilt.

Art. 7 - Die Ansprüche dürfen nur von Landwirten, die bei der Einreichung des Formulars zur Übertragung der Ansprüche in der Identifizierungsdatei der Verwaltung registriert sind und die über eine Erzeugernummer verfügen, übernommen werden.

Art. 8 - Der Übernehmer eines Anspruchs darf diesen Anspruch endgültig oder zeitweilig nur übertragen, wenn er dessen Inhaber ist, unbeschadet der Anwendung von Artikel 44 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003.

KAPITEL III — *Endgültige Übertragung von Zahlungsansprüchen ohne Ländereien*

Art. 9 - § 1 - Der Überlasser darf nur Ansprüche ohne Ländereien endgültig übertragen, insoweit er im Sinne von Artikel 44 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 während mindestens eines Kalenderjahres wenigstens 80% der gesamten im Laufe des Kalenderjahres 2005 gewährten Ansprüche verwendet hat. Die Ansprüche, die mit Ländereien endgültig übertragen worden sind, werden jedoch in dieser Berechnung nicht berücksichtigt. Wenn der Landwirt 80% seiner gesamten im Laufe des Kalenderjahres 2005 gewährten Ansprüche nicht verwendet hat, darf er die von ihm verwendeten Ansprüche ohne Ländereien endgültig übertragen, unter der Bedingung, dass er die gesamten Ansprüche, die er im Laufe des Kalenderjahres 2005 nicht verwendet hat, freiwillig der Reserve überträgt.

§ 2 - Ein Antrag auf endgültige Übertragung von Zahlungsansprüchen ohne Ländereien wird anhand des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Standardformulars "Endgültige Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie ohne Ländereien" eingereicht.

§ 3 - Bei endgültiger Übertragung ohne Ländereien dürfen die Vollansprüche, die der Überlasser besitzt, nicht aufgeteilt werden. Die Teilansprüche, die er infolge einer ursprünglichen Gewährung von Ansprüchen oder einer endgültigen Übertragung von Ansprüchen mit gleichzeitigem Verkauf von Ländereien besitzt, dürfen jedoch ebenfalls ohne gleichzeitigen Verkauf von Ländereien übertragen werden.

§ 4 - Wenn der überlassende Landwirt verstirbt, unterzeichnen die Erben das Formular zum Antrag auf die endgültige Übertragung von Ansprüchen ohne Ländereien. Durch diese Unterzeichnung erklären sie ihr Einverständnis. Eine Abschrift der Offenkundigkeitsurkunde wird diesem Formular beigefügt.

Art. 10 - Die Besonderheit eines übertragenen besonderen Anspruchs bleibt erhalten. Der übernehmende Landwirt darf die für diese Anspruchs-kategorie vorgesehene Aktivierungsabweichung nur beantragen, wenn die gesamten besonderen Ansprüche des betroffenen Überlassers übertragen worden sind. Wenn der Übernehmer vor der Übertragung bereits über besondere Ansprüche verfügte, entspricht die zu beachtende landwirtschaftliche Tätigkeit der in Großvieheinheiten ausgedrückten Summe der Werte der ursprünglichen Tätigkeit.

KAPITEL IV — *Endgültige Übertragung von Ansprüchen mit Ländereien*

Art. 11 - § 1 - Die endgültige Übertragung von Ansprüchen mit Ländereien versteht sich mit dem gleichzeitigen Verkauf von landwirtschaftlichen Flächen, wenn der überlassende Landwirt sowohl Besitzer und Inhaber dieser Ansprüche als auch Eigentümer der Ländereien ist.

Die notarielle Verkaufsurkunde der Ländereien wird der Verwaltung vorgelegt. Sie muss vor dem Datum der Einreichung des Formulars zur endgültigen Übertragung der Ansprüche mit Ländereien und frühestens am 1. November des Jahres, das zwei Jahre vor dem Kalenderjahr liegt, das den ersten vom betroffenen Übernehmer eingereichten Antrag auf Beihilfen betrifft, erstellt worden sein.

Der Nutzungsbeginn der betroffenen Ländereien ist spätestens der 1. November des Jahres, das jenem Kalenderjahr vorangeht, das den ersten vom betroffenen Übernehmer eingereichten Antrag auf Beihilfen betrifft, und frühestens der 1. November des Jahres, das zwei Jahre vor dem Kalenderjahr steht, das den ersten vom betroffenen Übernehmer eingereichten Antrag auf Beihilfen betrifft.

Die Summe der Flächenäquivalenten der gesamten übertragenen Ansprüche entspricht höchstens der Anzahl der verkauften Hektare. Die Anzahl verkaufter Hektare entspricht der Summe der gesamten Katasterflächen, wie sie in der notariellen Verkaufsurkunde angegeben sind.

§ 2 - Dieser Antrag wird anhand des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Standardformulars "Endgültige Übertragung von Ansprüchen auf Betriebsprämie mit Ländereien" eingereicht.

§ 3 - Vollansprüche oder Teilansprüche, die bei der ursprünglichen Gewährung von Ansprüchen schon bestanden, können bei einer endgültigen Übertragung von Ländereien proportional zu dem Teil von verkauften Hektaren aufgeteilt werden. Die Teilansprüche müssen zuerst übertragen oder weiter aufgeteilt werden, bevor ein Vollanspruch übertragen oder aufgeteilt werden kann.

§ 4 - Wenn der überlassende Landwirt stirbt, unterzeichnen die Erben das Formular zum Antrag auf die endgültige Übertragung von Ansprüchen mit Ländereien. Durch diese Unterzeichnung erklären sie ihr Einverständnis. Eine Abschrift der Offenkundigkeitsurkunde wird diesem Formular beigefügt.

KAPITEL V — *Zeitweilige Übertragung von Ansprüchen mit gleichzeitiger Verpachtung von Ländereien*

Art. 12 - § 1 - Die zeitweilige Übertragung von Ansprüchen ist immer mit einer Übertragung einer mindestens entsprechenden Anzahl von Hektaren verbunden, für die die Beihilfe im Sinne von Artikel 44 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 gewährt werden kann. Der Landwirt, der die Ansprüche zeitweilig überträgt, muss Inhaber und Besitzer dieser Ansprüche sein. Zulässig sind nur die zeitweiligen Übertragungen von Ansprüchen, die mit Übertragungen von Ländereien verbunden sind, die selbst durch einen notariellen Pachtvertrag zwischen dem Landwirt, der zeitweilig Ansprüche überläßt und der Verpächter der Ländereien ist, und dem Landwirt, der diese Ansprüche zeitweilig übernimmt und der Pächter der besagten Ländereien ist, gerechtfertigt wird.

Die Vereinbarungen, deren Gegenstand eine Besetzungsdauer unter einem Jahr voraussetzt, wie die Saisonpachtverträge von Ländereien und die Anbauverträge, sowie die Austausche betreffend den Anbau sind nicht zulässig, um die zeitweiligen Übertragungen von Ansprüchen zu rechtfertigen.

Bei der zeitweiligen Übertragung von Ansprüchen mit gleichzeitiger Verpachtung von Ländereien kann die Summe der Flächenäquivalenten der gesamten übertragenen Ansprüche höchstens der Anzahl verpachteter Hektare entsprechen. Die in Hektar oder Ar ausgedrückte genaue Fläche der verpachteten Ländereien muss im Pachtvertrag der Ländereien angegeben sein.

Der Pachtvertrag der Ländereien gibt das Ablaufdatum des Pachtvertrags an. Die zeitweilige Übertragung von Ansprüchen ist für die gesamte Dauer des Pachtvertrags gültig und läuft an diesem Datum ab. Wenn der Inhaber der Ansprüche - der Verpächter der Ansprüche - und der Übernehmer - der zeitweilige Halter der Ansprüche - in gegenseitigem Einvernehmen die zeitweilige Übertragung von Ansprüchen verfrüht beenden möchten, können sie dies der Verwaltung durch ein von den beiden Parteien unterzeichnetes Einschreiben mitteilen. Die zeitweilige Übertragung von Ansprüchen wird dann unterbrochen, insofern das Unterbrechungsdatum spätestens der 1. November des Jahres vor demjenigen des ersten Antrags auf Beihilfen über die zu berücksichtigenden Ansprüche ist.

Wenn Unregelmäßigkeiten bei der Verpachtung oder Pachtung von betroffenen Ländereien festgestellt werden, wird vorgegangen, als habe die zeitweilige Übertragung von Ansprüchen ab dem Datum des Antrags auf zeitweilige Übertragung nie bestanden. Die gesamten seit diesem Datum irrtümlicherweise gezahlten Beträge müssen zurückgezahlt werden und werden eingefordert.

§ 2 - Ein Antrag auf zeitweilige Übertragung von Ansprüchen mit gleichzeitiger Verpachtung von Ländereien wird anhand des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Standardformulars "Zeitweilige Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie mit Ländereien" eingereicht. Dem Antrag muss die Abschrift des Pachtvertrags beigefügt werden.

§ 3 - Die Unterverpachtung von Ansprüchen ist nicht erlaubt.

§ 4 - Die zeitweilige Übertragung von besonderen Ansprüchen ist nicht erlaubt.

§ 5 - Vollansprüche oder Teilansprüche, die bei der ursprünglichen Gewährung von Ansprüchen schon bestanden, können im Fall einer zeitweiligen Übertragung von Ländereien proportional zu dem Teil von verpachteten Hektaren aufgeteilt werden. Die Teilansprüche müssen zuerst übertragen oder noch weiter aufgeteilt werden, bevor ein Vollanspruch übertragen oder aufgeteilt werden kann.

§ 6 - Wenn der Landwirt, der Inhaber und Besitzer der Ansprüche und Eigentümer der Ländereien war, verstirbt, unterzeichnen die Erben das in § 2 erwähnte Formular. Durch diese Unterzeichnung erklären sie ihr Einverständnis. Eine Abschrift der Offenkundigkeitsurkunde wird dem Antrag auf zeitweilige Übertragung beigefügt.

KAPITEL VI — *Kürzungen für die Reserve bei der Übertragung von Ansprüchen und regionale Begrenzung*

Art. 13 - Gemäß Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 wird auf jeden ab dem 1. Januar eines angegebenen Kalenderjahres eingereichten Antrag ein Prozentsatz von 0% zugunsten der Reserve auf den Wert der Anzahl von Ansprüchen bei ihrer Übertragung abgezogen.

Pro Kalenderjahr und je nach der Übertragungsart kann der Minister einen anderen Prozentsatz bestimmen.

Art. 14 - In Anwendung von Artikel 46 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und von Artikel 26 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 dürfen die Ansprüche nur innerhalb ein und derselben Zone übertragen oder benutzt werden, außer im Fall einer Vererbung oder einer vorweggenommenen Erbfolge.

Die Landwirte, deren Betrieb teilweise außerhalb der Süd-Zone liegt, unterliegen Artikel 26 § 2 Absatz 3 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004.

Die Ansprüche, für die die Zone noch nicht bestimmt ist, können übertragen werden und erhalten eine Bestimmung der Zone je nach der ersten Benutzung in ein oder in der anderen Zone.

KAPITEL VII — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 15 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Außerdem können Verstöße gegen den geltenden gesetzlichen Bestimmungen gemäß der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 zum Entzug der Prämien führen.

Art. 16 - Bei Strafe von Verfall oder Nichtigkeit muss jeglicher Einspruch gegen einen in Anwendung des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam.

Art. 18 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3119

[2006/202605]

**22 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de overdracht van toeslagrechten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2006 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2005 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 489/2006 van de Commissie van 24 maart 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 12 juni 2006;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat vanaf 1 januari 2006 toeslagrechten kunnen worden overgedragen door de landbouwers krachtens artikel 12, § 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004;

Overwegende dat de voorwaarden voor die overdrachten van rechten tussen landbouwers moeten worden vastgesteld;

Overwegende dat een van de grondprincipes van de hervorming van het Gemeenschappelijk Landbouw Beleid (GLB) van 2003 is dat de toeslagrechten toegekend aan landbouwers die grond exploiteren tijdens een referentieperiode, onafhankelijk worden berekend buiten alle overwegingen i.v.t. het eigendomsrecht dat die landbouwers bezitten op de grond die ze exploiteren tijdens die referentieperiode; de hoedanigheid van eigenaar of huurder komen dus niet in aanmerking voor de toekenning van toeslagrechten;

Overwegende dat in voorkomend geval het bestaan van de bedrijfsoverdrachten moet geverifieerd worden om een efficiënte controle op de conformiteit van de overdrachten van rechten uit te voeren;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat in het kader van de aanvragen om overdracht van toeslagrechten het bewijs van het bestaan van een huurovereenkomst kan worden geleverd door alle wettelijke middelen, getuigen en vermoedens inbegrepen en dat derhalve het gebruik van de gronden zoals aangegeven door de overdragende landbouwers in hun oppervlakteaangifte, minstens twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan een overdracht van het geheel of een gedeelte van de gronden van het bedrijf, een vermoeden vormt van het voorafgaande bezit van die gronden door de betrokken overdragende landbouwer;

Overwegende enerzijds dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur zijn gesteld; dat anderzijds, in geval van grondoverdracht, de betrokkenen verklaren dat de betrokken grondpercelen zijn vermeld in de oppervlakteaangifte van de overdragende landbouwer tijdens ten minste twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan die overdracht en dat derhalve die voorwaarde kan worden geverifieerd door het bestuur;

Overwegende dat een eenvoudig stelsel voor de overdracht van toeslagrechten moet worden gekozen; dat stelsel moet tijdens minstens het eerste toepassingsjaar van die overdrachten voldoende soepel en flexibel zijn om zich aan te passen aan de vereisten van het veld;

Overwegende dat tijdens de zitting van 22 december 2005 de Regering haar instemming heeft gegeven voor een overdracht van toeslagrechten uit de hand en zonder heffing;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfstoelageregelings of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor de overdracht van de bedrijfstoelagerechten, hierna "rechten" genoemd, zoals bedoeld in artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Art. 2. Naast de bestaande definities in Verordening (EG) nr. 1782/2003 van 29 september 2003 van de Raad en Verordeningen (EG) nr. 795/2004 en 796/2004 van 21 april 2004 van de Commissie, wordt voor de toepassing van dit besluit verstaan onder :

1° "feitelijke vererving" : vererving, vastgelegd via de regels van het erfrecht;

2° "verwachte vererving" : overname of voortzetting binnen een familieverband tot derdegraadsverwantschap, binnen een huwelijk, binnen een verklaring van wettelijk samenwonen, ofwel bij schenking onder levenden ofwel bij oprichting of ontbinding van een groepering van melkproducenten zoals vastgesteld bij artikel 1, punt 6°, *b*, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

3° "productie-eenheidsnummer" : het door het bestuur gebruikte enige nummer ter identificatie van het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, opslaginfrastructuur, gekweekte dieren en gronden die voor de landbouwer nodig zijn om één of meerdere landbouwactiviteiten uit te oefenen;

4° "producentnummer" : het door het bestuur gebruikte enige nummer ter identificatie van de landbouwer;

5° "tijdelijke overdracht van rechten" : de verhuur van rechten zoals bedoeld in artikel 46, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 2, punten *h*) en *i*) van Verordening (EG) nr. 795/2004;

6° "tijdelijke overdracht van rechten" : de verkoop van rechten zoals bedoeld in artikel 46, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 2, punten *g*) en *i*) van Verordening (EG) nr. 795/2004;

7° "recht nummer" : een door het bestuur toegekend enig nummer, verbonden aan elk recht, ter identificatie daarvan;

8° "toeslagrechten, belast met een overdrachtsverbod" : de door gebruik van de nationale reserve vastgestelde rechten, overeenkomstig artikel 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en de rechten, berekend voor landbouwers die tijdens de referentieperiode een landbouwactiviteit beginnen als vermeld in artikel 37, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

9° "oppervlakte-equivalent" : de oppervlakte (in ha) die een landbouwer in zijn verzamelaanvraag moet aangeven om voor de volledige uitbetaling van het betrokken toeslagrecht in aanmerking te komen;

10° "vol recht" : recht met een oppervlakte-equivalent gelijk aan 1,00.

11° "opgesplitst recht" : recht met een oppervlakte-equivalent lager dan 1,00.

12° "bestuur" : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest; dat bestuur beschikt over een centrale administratie gelegen chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen en over Directies Buitendiensten;

13° "Minister" : de Minister van Landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen betreffende de overdracht van rechten.*

Art. 3. Behoudens andersluidende bepalingen zijn dezelfde voorwaarden toepasselijk op de overdracht van gewone, braakleggings- en bijzondere rechten, zoals bepaald in artikel 1, punten 12 tot 14, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Art. 4. § 1. Toeslagrechten, belast met een overdrachtsverbod, kunnen niet worden overgedragen gedurende een periode van vijf jaar vanaf de toekenning daarvan.

§ 2. Evenwel kunnen de rechten worden overgedragen tijdens de in § 1 bedoelde periode in gevallen van feitelijke of verwachte vererving. Behalve in geval van oprichting of ontbinding van een groepering van melkproducenten wordt een kopie van de akte van bekendheid gevoegd bij het overdrachtsformulier. De in § 1 bedoelde verplichtingen betreffende de aanvankelijke landbouwer worden voortgezet door de landbouwer-overnemer.

De gevallen van statuut- of benamingswijziging bedoeld in artikel 14 van Verordening (EG) nr. 795/2004 worden niet beschouwd als overdracht van rechten. In dat geval worden de in § 1 bedoelde verplichtingen betreffende de aanvankelijke landbouwer voortgezet door de landbouwer-overnemer.

Art. 5. § 1. De aanvragen om overdrachten van rechten worden meegedeeld aan het bestuur d.m.v. het in artikelen 9, 11 en 12 bedoelde standaardformulieren. Die liggen ter inzage bij de Directies Buitendiensten van het bestuur.

De overdracht van rechten moet ten vroegste na genoemde aanvraag gebeuren.

De landbouwer-overdrager en de overnemer van de rechten ondertekenen het overdrachtsformulier voor akkoord. In geval van rechtspersoon is de handtekening van elke beheerder verplicht. In geval van groepering van natuurlijke personen is de handtekening van alle leden van genoemde groepering verplicht.

§ 2. De landbouwer-overdrager voegt bij het overdrachtsformulier een kopie van het recentste overzicht van de definitieve rechten waarvan hij houder is. Dat overzicht moet de rechten vermelden die de overdrager wenst te verkopen of respectievelijk tijdelijk of definitief te verhuren.

Geen recht mag definitief of tijdelijk worden overdragen behalve als de landbouwer-overdrager de houder en titularis daarvan is op het ogenblik van de indiening van het overdrachtsformulier, behoudens andersluidende bepaling voorzien in artikel 24, § 1, van Verordening (EG) nr. 795/2004.

§ 3. Als een overdrager tegelijkertijd rechten aan verschillende overnemers wil overdragen, moet voor elk van de overdrachten een afzonderlijk formulier ingevuld en ondertekend worden.

Art. 6. § 1. De overdracht van rechten is toegestaan vanaf 1 januari 2006.

§ 2. Elke definitieve of tijdelijke overdracht van rechten heeft uitwerking op de door het bestuur meegedeelde datum en uiterlijk zes weken na de datum waarop het overdrachtsformulier werd ingediend bij het bestuur; de datum van de poststempel of de datum van ontvangst door het bestuur geldt als bewijs. De overdracht wordt effectief vanaf bovenbedoelde datum en de landbouwer-overnemer wordt houder van het recht, behalve als het overdrachtdossier onvolledig of incoherent is, of het bestuur bezwaren heeft wat betreft die overdracht, en stelt de overdrager in kennis daarvan vóór bovenvermelde termijn van zes weken.

Evenwel kan de overdrager, in zijn aanvraag om overdracht van rechten, voor die overdracht een latere datum meedelen dan de termijn van zes weken of eventueel een latere datum dan de uiterste indieningsdatum voor de steunaanvraag bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 die het dichtst ligt bij de indiening van genoemde aanvraag om overdracht van rechten. In dat geval mag de datum van de effectieve overdracht van rechten niet later zijn dan 10 maanden na de indieningsdatum van de aanvraag om overdracht.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de uitbetaling verbonden met een bepaald recht, moet de landbouwer houder zijn van dat recht uiterlijk op de uiterste indieningsdatum bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, behoudens uitzonderlijke bepaling voorzien bij artikel 24, § 1, van Verordening (EG) nr. 795/2004.

Indien een aanvraag om overdracht van rechten wordt ingediend tijdens de periode van zes weken voorafgaand aan de uiterste indieningsdatum van de steunaanvraag bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, komt de overnemer pas in aanmerking voor de bij die overdracht betrokken rechten uit hoofde van de steun aan de bedrijfstoeslag vanaf de indiening van de steunaanvraag betreffende het volgende jaar, behalve als het bestuur de aanvrager in kennis heeft gesteld van een uitwerkingsdatum voorafgaand aan de uiterste indieningsdatum van de steunaanvraag betreffende het lopende jaar.

Art. 7. De rechten kunnen enkel worden overgenomen door landbouwers die bij de indiening van het overdrachtsformulier geregistreerd zijn in het identificatiebestand van het bestuur en die beschikken over een producentnummer.

Art. 8. De overnemer van een recht kan het, tijdelijk of definitief, enkel overdragen als hij titularis daarvan is, onverminderd de toepassing van artikel 44 van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

HOOFDSTUK III. — *Definitieve overdracht van rechten zonder grond*

Art. 9. § 1. De overdrager kan rechten zonder grond definitief overdragen op voorwaarde dat hij tijdens ten minste één kalenderjaar minstens 80 % van alle rechten toegekend tijdens het kalenderjaar 2005 heeft gebruikt in de zin van artikel 44 van Verordening (EG) nr. 1782/2003. Evenwel worden de niet definitief overgedragen rechten met gronden niet in acht genomen in die berekening. Indien de landbouwer 80 % van alle tijdens het kalenderjaar 2005 toegekende rechten niet heeft gebruikt, kan hij de gebruikte rechten definitief en zonder grond overdragen voor zover hij de in 2005 niet-gebruikte rechten vrijwillig overdraagt aan de reserve.

§ 2. Een aanvraag om definitieve overdracht van rechten zonder grond wordt ingediend d.m.v. het behoorlijk ingevulde en ondertekende standaardformulier "Definitieve overdracht van toeslagrechten zonder grond".

§ 3. In geval van definitieve overdracht zonder grond, kunnen de door de overdrager gehouden volle rechten niet worden gesplitst. Daarentegen kunnen de gesplitste rechten die hij al houdt als gevolg van de aanvankelijke toekenning van rechten of van een definitieve overdracht van rechten met gelijktijdige verkoop van gronden, eveneens worden gesplitst zonder gelijktijdige verkoop van gronden.

§ 4. In geval van overlijden van de landbouwer-overdrager ondertekenen de erfgenamen voor akkoord het aanvraagformulier voor de definitieve overdracht van rechten zonder grond. Een kopie van de akte van bekendheid wordt bij het overdrachtsformulier gevoegd.

Art. 10. Het speciale karakter van een overgedragen bijzonder recht blijft gehandhaafd. De landbouwer-overnemer kan enkel een aanvraag indienen om een afwijking van de voor dat soort recht voorziene activering als alle bijzondere rechten van de overdrager zijn overgedragen. Indien de overnemer al beschikte over bijzondere rechten vóór de overdracht, is de na te leven landbouwactiviteit gelijk aan de in grootvee-eenheden uitgedrukte som van de aanvankelijke activiteitsniveaus.

HOOFDSTUK IV. — *Definitieve overdracht van rechten met grond*

Art. 11. § 1. De definitieve overdracht van rechten met grond gebeurt gelijktijdig met de verkoop van landbouwgrond wanneer de landbouwer-overdrager tevens titularis en houder van de rechten alsook eigenaar van de gronden is.

De notariële akte van grondverkoop wordt aan het bestuur voorgelegd. Ze moet opgemaakt zijn vóór de indieningsdatum van het formulier van definitieve overdracht van de rechten met grond en op z'n vroegst op 1 november van het jaar dat met twee jaar voorafgaat aan het kalenderjaar waarin de eerste steunaanvraag voor die rechten werd ingediend door de betrokken overnemer.

De ingenottreding van de betrokken gronden gebeurt uiterlijk 1 november voorafgaand aan het kalenderjaar van de eerste steunaanvraag voor die rechten door de betrokken overnemer en op z'n vroegst op 1 november van het jaar voorafgaand met twee jaar aan het kalenderjaar van de eerste steunaanvraag voor die rechten door de betrokken overnemer.

De som van de oppervlakte-equivalenten van alle overgedragen rechten is ten hoogste gelijk aan het aantal verkochte hectaren. Het aantal verkochte hectaren is gelijk aan de som van alle kadastrale oppervlakten zoals vermeld in de notariële verkoopakte.

§ 2. Die aanvraag wordt ingediend d.m.v. het behoorlijk ingevulde en ondertekende standaardformulier "Definitieve overdracht van toeslagrechten met grond".

§ 3. Volle of gesplitste rechten die al bestonden bij de aanvankelijke toekenning van de rechten, kunnen in geval van definitieve overdracht met gronden worden gesplitst naar evenredigheid van de verkochte fractie van een hectare. Gesplitste rechten moeten eerst worden overgedragen of nog meer worden gesplitst alvorens een vol recht over te dragen of te splitsen.

§ 4. In geval van overlijden van de landbouwer-overdrager ondertekenen de erfgenamen voor akkoord het aanvraagformulier voor de definitieve overdracht van rechten met grond. Een kopie van de akte van bekendheid wordt bij het overdrachtsformulier gevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Tijdelijke overdracht van rechten met gelijktijdige verhuur van grond*

Art. 12. § 1. De tijdelijke overdracht van rechten gebeurt steeds met een overdracht van een minstens gelijkaardig aantal subsidiabele hectaren, als vermeld in artikel 44, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003. De landbouwer die de rechten tijdelijk overdraagt moet titularis en houder daarvan zijn. Komen enkel in aanmerking de tijdelijke overdrachten van rechten vergezeld van grondoverdrachten die zelf verantwoord zijn d.m.v. een notariële pachtvereenkomst opgemaakt tussen de landbouwer die de rechten tijdelijk overdraagt, nl. de verpachter van de gronden en de landbouwer die genoemde rechten tijdelijk overneemt, nl. de pachter van genoemde gronden.

De overeenkomsten met een gebruiksduur lager dan één jaar, zoals seizoensgebonden grondpachten en teeltcontracten, alsook uitwisselingen betreffende de teelt, komen niet in aanmerking om tijdelijke overdrachten van rechten te verantwoorden.

Bij tijdelijke overdracht van rechten met gelijktijdige verhuur van grond, is de som van de oppervlakte-equivalenten van alle overgedragen rechten ten hoogste gelijk aan het aantal verhuurde hectaren. De precieze oppervlakte van de verhuurde grond, uitgedrukt in hectaren of in aren, moet worden vermeld in de pachtcontract-overeenkomst betreffende de gronden.

Het verhuurcontract voor de gronden vermeldt de datum waarop genoemd contract verstrijkt. De tijdelijke overdracht van rechten is geldig voor de hele duur van de pacht en eindigt op die datum. Als de titularis van de rechten, verpachter van de gronden, en de overnemer, tijdelijke houder van de rechten, in onderling overleg de tijdelijke overdracht van rechten vroegtijdig willen stopzetten, kunnen ze het gezamenlijk bij ter post aangetekende brief meedelen aan het bestuur. De tijdelijke overdracht van de rechten is dan onderbroken uiterlijk op 1 november van het jaar voorafgaand aan dat van de eerste steunaanvraag betreffende de betrokken rechten.

Als onregelmatigheden over de verhuur of huur van gronden worden vastgesteld, zal dat leiden tot de annulering met terugwerkende kracht van de tijdelijke overdracht van de rechten vanaf de datum van de aanvraag om tijdelijke overdracht. Alle bedragen die vanaf die datum ten onrechte werden uitbetaald, moeten worden terugbetaald en zullen worden teruggevorderd.

§ 2. Een aanvraag om tijdelijke overdracht van rechten met gelijktijdige verhuur van grond wordt ingediend d.m.v. het behoorlijk ingevulde en ondertekende standaardformulier "Tijdelijke overdracht van toeslagrechten met grond". Een kopie van de pacht wordt gevoegd bij de aanvraag.

§ 3. De onderverhuur van rechten is niet toegestaan.

§ 4. Bijzondere rechten kunnen niet tijdelijk worden overgedragen.

§ 5. Volle of gesplitste rechten die al bestonden bij de aanvankelijke toekenning van rechten, kunnen in geval van tijdelijke overdracht met gronden worden gesplitst naar evenredigheid van de verhuurde fractie van een hectare. Gesplitste rechten moeten eerst worden overgedragen of nog meer worden gesplitst alvorens een vol recht over te dragen of te splitsen.

§ 6. In geval van overlijden van de landbouwer die de titularis en houder van de rechten alsook de eigenaar van de gronden was, ondertekenen de erfgenamen het in § 2 bedoelde formulier voor akkoord. Een kopie van de akte van bekendheid wordt gevoegd bij het formulier van aanvraag om tijdelijke overdracht.

HOOFDSTUK VI. — *Verminderingen voor de reserve in geval van overdracht van rechten en gewestelijke afbakening*

Art. 13. Overeenkomstig artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 wordt op elke aanvraag ingediend vanaf 1 januari van een bepaald kalenderjaar een percentage van 0 % toegepast ten gunste van de reserve op de waarde van het aantal rechten bij hun overdracht.

Een ander percentage kan door de Minister worden vastgesteld per kalenderjaar en volgens het soort overdracht.

Art. 14. Met toepassing van artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en van artikel 26, § 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004 worden de rechten alleen binnen eenzelfde gebied overgedragen of gebruikt, behalve bij overdracht door feitelijke of verwachte vererving.

Voor landbouwers waarvan het bedrijf gelegen is buiten het zuidelijk gebied is artikel 26, § 2, derde lid, van Verordening (EG) nr. 795/2004 van toepassing.

De rechten waarvoor het gebied nog niet is vastgesteld, kunnen worden overgedragen en volgens het eerste gebruik in het ene of andere gebied wordt het betrokken gebied afgebakend.

HOOFDSTUK VII. — *Algemene bepalingen*

Art. 15. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Daarnaast kunnen overtredingen van de geldende rechtsvoorschriften tot inhoudingen van de premies leiden conform Verordening (EG) nr. 796/2004.

Art. 16. Op straffe van verval of nietigheid, moet elk beroep tegen een beslissing genomen overeenkomstig dit besluit bij aangetekende brief ingediend worden bij het bestuur binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2006.

Art. 18. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN